

Direction des Collectivités Locales
et des Procédures Publiques
Bureau des Enquêtes Publiques
et des Installations Classées
JPV

ARRETE

n° 2014037-0004 du 07 AVR. 2014 portant
mise en demeure à la Sté HOLCIM Granulats de respecter les prescriptions imposées, par
arrêté préfectoral réglementant l'exploitation de son installation de traitement de matériaux
sur le site de sa carrière de Herrlisheim, au titre du code de l'environnement

Le Préfet du Haut-Rhin
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU le code de l'environnement et notamment son article L.171-8-I,
- VU la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,
- VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières (*et notamment son article 18-2-3*),
- VU l'arrêté préfectoral n°992 069 du 24 août 1999 autorisant l'exploitation à Herrlisheim/Eguisheim d'une carrière de sable et gravier et des installations de 1^{er} traitement de matériaux,
- VU l'arrêté préfectoral n°2004-247-8 du 3 septembre 2004 (*prescriptions complémentaires et arrêté codificatif*) s'agissant de l'exploitation à Herrlisheim/Eguisheim, par la Sté HOLCIM Granulats, d'une carrière de sable et gravier et des installations de 1^{er} traitement de matériaux,
- VU le procès verbal de récolement du 4 août 2005, s'agissant de la remise en état d'une partie de la carrière,
- VU la lettre préfectorale du 25 novembre 2013 s'agissant de l'antériorité au titre des droits acquis de installation de transit de produits minéraux,
- VU les résultats du contrôle inopiné du 12 février 2014 réalisé par l'APAVE (*rapport n° 14 16 531 du 4 mars 2014*),
- VU l'examen des résultats d'analyses et le rapport de contrôle de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, chargée de l'inspection des installations classées du 21 mars 2014,
- VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées de la DREAL du 24 mars 2014,

CONSIDERANT que les eaux de lavage/nettoyage de matériaux après traitement sur dispositif de décantation sont rejetées dans le plan d'eau de la carrière,

CONSIDERANT que le plan d'eau de la carrière est la nappe d'eaux souterraines et constitue donc en tant que tel le milieu naturel,

CONSIDERANT que les résultats d'analyses réalisées sur un prélèvement inopiné de l'APAVE du 12 février 2014 des rejets d'eaux de lavage/nettoyage de matériaux en sortie de bassin de décantation peuvent être comparés aux seuils de qualité fixés par l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé(*article 18-2-3-I*) en valeur instantanée, pour un rejet au milieu naturel,

CONSIDERANT que les résultats d'analyses du prélèvement du 12 février 2014, pour le rejet d'eaux de lavage/nettoyage de matériaux, en sortie de dispositif de bassin de décantation, ne sont pas conformes aux valeurs limites d'émission imposées par l'article 18-2-3-I de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé, pour le paramètre MEST (*valeur mesurée en prélèvement instantané : 227 mg/l ; valeur limite réglementaire pour un prélèvement instantané : 70 mg/l*),

CONSIDERANT en conséquence que la Sté HOLCIM Granulats ne respecte pas les dispositions réglementaires de l'article 18-2-3-I imposées par l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé concernant la qualité des rejets d'eaux de lavage/nettoyage de matériaux décantées dans le milieu naturel,

CONSIDÉRANT que sont ainsi réunies les conditions imposant l'application de la mise en demeure préfectorale définie à l'article L.171-8-I du code de l'environnement,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin,

ARRETE

Article 1^{er} :

L'exploitant de la Sté HOLCIM Granulats, dont le siège social est Espace Plein Sud II - 12 B, rue des Hérons - 67960 ENTZHEIM, est mis en demeure de respecter les prescriptions techniques de l'article 18-2-3-I de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé, reprises à l'article 2, dans le délai imparti à ce même article, qui s'appliquent au site et aux installations de sa carrière de Herrlsheim/Eguisheim.

Article 2 :

Dans un délai de 6 mois et conformément aux dispositions de l'article 18-2-3-I de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé, s'agissant de la qualité des rejets d'eaux de lavage/nettoyage de matériaux, décantées, dans le milieu naturel (*plan d'eau de la carrière*):

- « Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :
- le pH est compris entre 5,5 et 8,5;
 - la température est inférieure à 30 °C;
 - les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF T 90 105);
 - la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (D.C.O.) à une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NF T 90 101);
 - les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NF T 90 114).

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

(...). ».

Article 3 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8-II du code de l'environnement.

Article 4 :

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté seront à la charge de la société HOLCIM Granulats.

Article 5 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture du HAUT-RHIN, les Maire de HERRLISHEIM et de EGUISHHEIM et les Inspecteurs des Installations Classées de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement d'Alsace (DREAL) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Colmar, le 07 AVR. 2014
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général


Christophe MARX

Délais et voies de recours

(article L 514-3-1 du Titre 1er du livre V du Code de l'Environnement)
La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de STRASBOURG

- par les demandeurs ou par l'exploitant, dans un délai de 2 mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leur groupement, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211.1 et L511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

